



CLINIQUE DOCTORALE
AIX GLOBAL JUSTICE

Clinique de Droit international
des droits de l'homme

www.aixglobaljustice.org

SOMALIE

**Persécutions par le groupe
Al-Shabaab**

Décembre 2020

Ce travail a été réalisé sous la coordination de membre de la Clinique doctorale de droit internationale des droits de l'homme et grâce au concours d'étudiants cliniciens en droit.

Ce document, présenté par Aix Global Justice, a pour but de promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Il est essentiel de préciser que les informations contenues dans ce rapport sont basées sur des sources disponibles, y compris des entretiens, des documents et d'autres matériels accessibles au public. Bien que nous nous efforcions d'être précis et objectifs, Aix Global Justice ne garantit pas la véracité absolue ou l'exhaustivité des données présentées dans ce rapport.

Ce rapport est un outil de sensibilisation, de défense des droits de l'homme et de dialogue constructif. Il ne constitue pas un avis juridique et n'engage pas la responsabilité d'Aix Global Justice ou de ses représentants. Par conséquent, Aix Global Justice décline toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'inexactitudes dans le rapport ou pour toute action entreprise sur la base de son contenu. Les membres d'Aix Global Justice ne seront donc pas tenus pour responsables.

Aix Global Justice ne peut être tenu responsable des dommages directs, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs résultant de l'utilisation, de l'interprétation ou de la confiance accordée aux informations fournies.

La dernière mise à jour date du 03/01/2021.

Pour toute question complémentaire sur ce dossier, veuillez contacter :

Alice AUGONNET, Coordinatrice générale de la Clinique Aix Global Justice

aixglobaljustice@gmail.com
aixglobaljusticeclinic@proton.me

SOMMAIRE

SYNTHESE GENERALE	4
I - LE GROUPE AL-SHABAAB ETAIT-IL PARTICULIEREMENT PRESENT DANS LA VILLE DE BULOBORDE AVANT 2014 ? DEPUIS 2014, QU'EST CE QUI A CHANGE ?	6
A. LA SITUATION AVANT 2014	6
B. LA SITUATION EN 2014	7
C. LA SITUATION APRES 2014	11
II - SUR QUELLE DOCTRINE SE BASE LE GROUPE AL-SHABAAB ? EN QUOI LA VENTE DE CIGARETTES ET TABAC EST-ELLE PROSCRITE ? EST CE QU'IL EXISTE DES SOURCES RELATANT UNE HISTOIRE SIMILAIRE BASEE SUR LA VENTE ILLICITE DE TABAC AVEC DES PERSECUTIONS DE LA PART DES SHABABS ?	14
A. LA DOCTRINE SALAFISTE DES SHABABS	14
B. LES FONDEMENTS DE L'INTERDICTION DE LA VENTE DE CIGARETTES ET DE TABAC	18
C. EXEMPLES DE PERSECUTIONS POUR VENTE ILLICITE DE TABAC	19
III - EST-CE QUE L'ENROLEMENT EST PRATIQUE PAR LE GROUPE AL SHABAB ? Y-A-T'IL UN GROUPE DE PERSONNES CIBLES ?	20
A. LES METHODES D'ENROLEMENT PRATIQUEES PAR AL SHABAAB	20
B. LES ENFANTS : PRINCIPALES CIBLES DU RECRUTEMENT	23
C. L'ENROLEMENT DES ADULTES	24
IV. QUELLES SONT LES RELATIONS ENTRE LA POLICE ET LE GROUPE TERRORISTE AL SHABAAB ? EST-IL UTILE ET EFFICACE DE DEPOSER PLAINTTE CONTRE EUX ?	26
A. L'ENGAGEMENT DES FORCES ARMEES CONTRE AL SHABAAB	26
B. LES ATTAQUES D'AL SHABAAB CONTRE LES FORCES ARMEES	27
C. L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN SOMALIE	28
1. <i>La défaillance de la police Somalienne</i>	28
2. <i>Les abus des acteurs du système judiciaire</i>	28
3. <i>Les lacunes de la police dans l'application de la justice</i>	29
4. <i>La justice d'Al-Shabaab considérée comme plus efficace</i>	30
5. <i>Une justice inégale selon les villes</i>	30
V - FAIRE UN ETAT DES LIEUX DE LA JURISPRUDENCE CNDA DEPUIS 2014 CONCERNANT LA SOMALIE ? SELON VOTRE ANALYSE, SUR QUELS ELEMENTS LES DECISIONS POSITIVES REPOSENT-ELLES ?	30
A. LES ELEMENTS PERMETTANT D'APPRECIER LE RISQUE DE PERSECUTION EN SOMALIE	31
B. LA CARACTERISATION DU GROUPE SOCIAL PERSECUTE	32
C. LA PROTECTION SUBSIDIAIRE	33
D. LES CAS DE REFUS DE LA DEMANDE D'ASILE	34
SOURCES CONSULTEES	35
1. ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES	35
2. ONG, THINK TANKS	36
3. MEDIAS	38
4. SITES INSTITUTIONNELS	39
5. CONVENTIONS	40
6. GOUVERNEMENTS	40

Synthèse générale

Depuis 1960 et la déclaration de son indépendance, la Somalie connaît de nombreuses périodes d'instabilité. Entre guerre civile, guerre des clans et **montée des groupes islamistes dont principalement Al-Shabaab**, le gouvernement somalien et ses institutions restent fragiles. En dépit de l'opération conjointe entre les forces militaires somaliennes et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) qui consiste principalement à aider les forces somaliennes à assurer la stabilité du pays en réduisant la menace de groupes d'opposition armés et notamment Al-Shabaab, **ce groupe contrôle encore aujourd'hui environ 20% du pays, principalement le sud et le centre**. Les attaques continuent et gagnent en intensité particulièrement à Mogadiscio et le long de la frontière avec le Kenya.

Le groupe Al-Shabaab est présent depuis 2009 dans le centre-sud de la Somalie et a fait de la ville de Buloborde un emplacement stratégique. Grâce à la mission Eagle menée par l'AMISOM, **Al-Shabaab a perdu le contrôle de Buloborde au cours de l'année 2014**. Depuis cette date, la ville est toujours sous la protection de l'AMISOM. Toutefois, le groupe terroriste continue de perpétrer des **attaques contre la population et les militaires dans la région, et détient encore le contrôle sur un certain nombre de routes desservant Buloborde**.

Le groupe Al-Shabaab se fonde sur une **doctrine salafiste radicale** et se montre résistant à toutes autres façons de pratiquer l'Islam. **Al-Shabaab impose ainsi une version stricte de la Charia**, toute violation entraînant de lourdes sanctions. Toutefois, **ces applications varient en fonction des régions concernées** (selon le contrôle du groupe sur le territoire) et les subdivisions existantes au sein même du groupe. Depuis 2008, Al-Shabab impose une **interdiction totale de fumer et de vendre des cigarettes et du tabac**. En cas de non-respect de cette interdiction, des sources relatent différents types de sanctions. Un témoignage d'une personne ayant été persécutée par Al-Shabaab pour la vente illicite de tabac a pu être trouvé.

Le groupe Al-Shabaab procède à un grand nombre de recrutements volontaires et forcés, dans plusieurs régions de la Somalie. **Les adultes comme les enfants sont enrôlés dans le mouvement, et ce dès l'âge de 8 ans**. Si les enfants font face à un risque plus accru de recrutement, c'est **parce qu'ils ne sont engagés dans aucune activité économique et que les écoles constituent une cible particulière d'Al Shabaab**. Les adultes qui rejoignent volontairement le mouvement le font majoritairement pour des motifs économiques et financiers. Le groupe utilise **diverses méthodes pour l'enrôlement, la plus fréquemment utilisée étant l'école coranique**. Les personnes recrutées sont alors entraînées physiquement dans des camps de Al-Shabaab, puis servent comme combattants pour le groupe, mais peuvent également servir d'autres tâches : attentats-suicides, ou encore cuisinières, soignantes ou femmes pour les jeunes filles.

Il est possible de dégager des tendances quant aux relations entre Al-Shabaab et la police somalienne. Les données restent peu nombreuses sur le sujet mais de nombreux rapports démontrent que les attaques du groupe terroriste visent principalement des forces armées, des forces de police et des membres du gouvernement. **Les capacités d'investigation et la formation des forces de sécurité étant limitées**, elles se concentrent principalement sur les attaques à grande

échelle et situées à Mogadiscio. De plus, **l'infiltration des membres du groupe terroriste à tous les niveaux des forces de sécurité rend difficile pour les citoyens de porter plainte et de voir la justice aboutir**. Les Somaliens et même certains membres du gouvernement s'en remettent à la **justice d'Al-Shabaab**, basée sur la Charia, qu'ils jugent plus efficace et plus juste.

De 2014 à 2020, seulement **dix arrêts ont été rendus par la CNDA concernant des demandes d'asile déposées par des ressortissants somaliens**. Parmi eux, on compte **deux rejets et huit annulations** de décisions de l'OFPPRA, annulations ayant abouti à l'octroi du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire. La jurisprudence de la CNDA présente **des caractéristiques constantes dans la motivation de ses décisions**. En effet, **l'identité et l'origine du requérant** d'une part, et le **bien-fondé de ses craintes** d'autre part sont systématiquement appréciés par le juge. A cet égard, **il retient souvent, à l'appui de son jugement, la situation sécuritaire en Somalie comme un élément probant du récit du demandeur**, corroborant la crédibilité du risque qu'il prétend encourir. De surcroît, **l'estimation d'un danger global, notamment grâce à certains rapports de recherche, peut suffire** à fonder une décision positive alors même que la preuve d'une menace personnelle n'a pas été retenue.

I - Le groupe Al-Shabaab était-il particulièrement présent dans la ville de Buloborde avant 2014 ? Depuis 2014, qu'est ce qui a changé ?

Le groupe terroriste somalien Al-Shabaab est né en 2006 suite à l'invasion éthiopienne. Il s'est réellement radicalisé à partir de 2008 et a prêté allégeance à Al-Qaïda en 2012. Il a **profité de l'instabilité gouvernementale pour s'implanter dans la région du centre-sud du pays**. La ville de Buloborde, dans la région d'Hiraan, est rapidement devenue un point stratégique pour Al-Shabaab. **En 2014, grâce aux efforts de l'AMISOM, Al-Shabaab a perdu le contrôle** d'une partie du centre-sud du pays et notamment de Buloborde. La ville est toujours protégée par l'AMISOM mais **Al-Shabaab contrôle les routes** permettant son accès et continue de perpétrer des attaques contre la population.

A. La situation avant 2014

Al-Shabaab (AS) est présent dans la ville de Buloborde **depuis 2009**. Au moins une exécution arbitraire a été commandée par une "cour" d'AS en 2013 contre une personne civile. AS semble avoir instauré un **système de taxes** contre lequel les habitants de la ville manifestent pour la première fois en 2013. La ville est décrite comme un **carrefour stratégique reliant plusieurs régions du pays**, notamment grâce au pont qui y traverse la rivière Shabelle.

Source : OCHA Humanitarian Response, *Final Bulo Burto Inter-agency mission report 13 May, Inter-cluster mission report*, 2014, p.1

"Bulo Burto was under Al Shabaab since 2009, AMISOM/SNAF recovered the town on 13 March 2014."

Source : UN Human Rights Council, *Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Somalia* (A/HRC/24/40), 2013, p.10 §44(c)

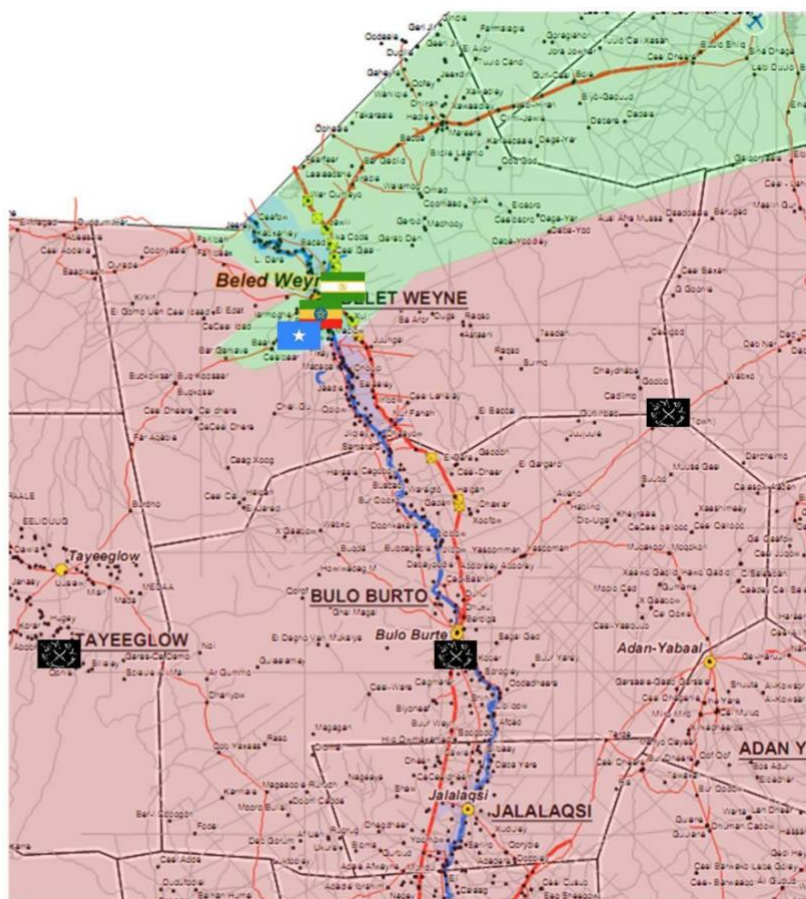
"On 8 April, Al-Shabaab reportedly executed a young woman by firing squad for allegedly spying for the United States of America and the Government of Somalia in the Bulu Burte district (200 km north of Mogadishu). Eyewitness accounts confirmed that the woman was tied to a pole and executed in the early morning in front of a large crowd after being "tried" and "sentenced" to death by an Al-Shabaab "court""

Source : Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Security and protection in Mogadishu and S/C Somalia*, 2013, p. 37 et 63

"People living in areas controlled by al-Shabaab are generally fed up with it, and want to get rid of al-Shabaab. For instance, in Bulu Burti people demonstrated openly for the first time against al-Shabaab because of increased taxation, and this discontent is now spreading in other areas controlled by al-Shabaab."

**THE AREA OF CONTROL
HIRAAN REGION
AS OF 02 MAY 2013**

LEGEND:
■ AMISOM/EDF/SNAF/ASWJ-CS AOC
■ HASM



[HASM (en rose) = Harakat al-Shabaab al Mujahideen, soit Al-Shabaab]

Source : BBC, *Somalia's al-Shabab attacks army hotel in Buloburde*, 2014

“[...] **al-Shabab had occupied Buloburde for more than five years.** The town, which has a strategic bridge over the River Shabelle and is at a crossroads linking various regions of the country, was an important base for al-Shabab.”

B. La situation en 2014

La ville est **libérée le 13 mars 2014** grâce notamment à l’opération conjointe dite « Eagle » de l’Union africaine et de l’armée nationale somalienne (SNA ou FANS). Cependant, Buloburde est une enclave coupée du reste du pays : elle est **assiégée par Al-Shabaab qui empêche les habitants d’aller au-delà d’un rayon de 2 km autour de la ville.** Les marchandises, les personnes et l’aide humanitaire ne peuvent circuler librement et sans danger en dehors de la ville. Ceci est une contrainte affectant particulièrement l’agriculture et aggravant la crise alimentaire. **Al-Shabaab maintient une pression sur la ville** en menant plusieurs attaques aussi bien à l’encontre des militaires que des véhicules civils et ce, malgré une tentative de reprendre le contrôle administratif par l’État somalien.

Source : International Crisis Group, *Somalia: Al-Shabaab - It Will Be a Long War*, 2014, p.2

“The latest **combined African Union (AU) Mission to Somalia (AMISOM) and SNA offensive operation (“Eagle”)** began on 5 March 2014, **driving Al-Shabaab out of at least ten major**

south-central towns in twenty days; eight of these were taken by the 4,000-plus Ethiopian troops newly re-hatted into AMISOM (**including Bulo Burte**, where Djiboutian contingents also fought).”

Source : Norwegian Refugee Council/Internal Displacement Monitoring Centre, *Somalia: Over a million IDPs need support for local solutions*, 2015 p.3

“Around **73,000 people fled their homes mostly in Hiraan** [...] **during the first phase of the operation in March.**”

Source : RBC Radio, *SOMALIA: Al-shabab loses their strongest military base in the central of Somalia to SNA and AU troops*, 2014

“**Somali national army backed by African Union troops had taken the control of Bulobarte**, in Hiran region on Thursday. [...] Bulobarte was among the remaining few strategically important military bases for Al-shabab militants in central Somalia that slipped under their control today.”

Source : European Asylum Support Office, *EASO Rapport d'information sur les pays d'origine, Somalie centrale et méridionale, Aperçu du pays*, 2014, p.72, 84 et 88

« Cette opération [Eagle] a permis [...] de **chasser Al-Shabaab de dix villes, dont [...] Buulo Barde** [...]. Al-Shabaab était censé se battre pour ces villes, mais a préféré **détruire les infrastructures essentielles**, n’opposer qu’une résistance partielle et s’en sortir intact et sans lourdes pertes. »

« Pendant l’Opération Eagle, l’AMISOM et les FANS (Forces armées nationales somaliennes) ont eu la possibilité d’étendre leur contrôle sur la région d’Hiiraan. Ce fut particulièrement le cas pour la conquête de **Buulo Barde** en mars 2014. **La ville est à présent tenue par quelque 800 soldats djiboutiens de l’AMISOM et d’autres soldats des forces armées nationales somaliennes** [...]. Toutefois, **ces villes nouvellement conquises représentent des enclaves situées dans le territoire d’Al-Shabaab**. La **principale route reliant Belet Weyne à Buulo Barde** est décrite comme étant **sous la menace perpétuelle d’Al-Shabaab** - surtout depuis l’Est. Le Gouvernement Fédéral Somalien a même dû fournir des services de pont aérien à Buulo Barde. D’autre part, **les clans locaux s’opposent désormais ouvertement à Al-Shabaab, comme ils l’ont notamment fait lorsqu’Al-Shabaab a voulu imposer des taxes aux éleveurs à environ 30 km à l’est de Buulo Barde** »

« Les **deux principales zones où Al-Shabaab est présent militairement sont**: 1 – [...]; 2 – **la zone située à l’est de Buulo Barde (aka Buulo Burto)** »

Source : BBC, *Somalia's al-Shabab attacks army hotel in Bulo-burde*, 2014

“Somali Islamist fighters have attacked a hotel in a strategic central town the militants lost control of last week. A **car bomb exploded by the hotel in Bulo-burde where African Union (AU) and Somali officers were staying** and gunfire continued for another five hours, witnesses said.”

Source : OCHA Humanitarian Response, *Final Bulo Burto Inter-agency mission report 13 May, Inter-cluster mission report*, 2014, p.1

“**Security in Bulo Burto is tense, local population noted that a radius of 2kms has been secured which is not sufficient to allow them continue with their daily activities especially farming.** Main source of livelihood is agriculture, however, **insecurity of the surrounding areas due to Al Shabaab**, lack of farming tools and fuel for tractors/pumps and seeds are hampering farmers to plant their crops. As a result there are no labour opportunities in agriculture which is the main source of income.

The town is besieged and supply routes are currently controlled by Al Shabaab. The cut-off from Belet Weyne and Mogadishu has created scarcity of commodities in the town and authorities fear that if the situation continues, there will be a humanitarian crisis.

The acting Governor noted that **central government abandoned Bulo Burto** and no support was received since 13 March.

There was **no evidence of major destruction of public and private property**, water catchments and boreholes were left intact. [...] There are **no local police officers in Bulo Burto** and there is no national EOD/IEDD capacity. Local government and community representatives confirmed **good relationships between the different security providers (AMISOM/SNAF) and the community.**

The **community expressed concern on their physical protection against Al Shabab to freely move beyond a radius of 2 kilometers outside the town to access their farms** and thus limit their food production capacity. The situation has made life difficult for the population to undertake daily activities. [...] It was reported that a few weeks ago **AS intercepted and looted supply of TB medicines from Belet Weyne to Bulo Burto.** The supplies were being transported using donkey carts. [...]

[Bulo Burto] was recovered by AMISOM/SNAF on 13 March 2014. **Since 13 March, the town remains besieged by AlShabab, blocking all roads and banning all kinds of business activities and population movement between Bulo Burto and other neighboring towns and villages.** Most of the people were reported to have returned to the town while some are yet to return. Due to the security situation **as a result of AS presence in the nearby farming areas, the community has not been able to plant normally** [...] this impact on the food security of the population. [...] The **blockage of supplies by AS continues to affect more than 22,000 people in Bulo Burto town.**”

Source : African Union Mission in Somalia (AMISOM), *Une cérémonie pour les troupes éthiopiennes qui ont rejoint l'AMISOM à Belet Weyne*, Communiqué de Presse, 2014

« **Bulo Burte** et Eel Buur sont les **principaux bastions** d'Al-Shabaab dans cette région »

Source : AMISOM, *Le Représentant Spécial de l'UA se félicite du déploiement des administratifs dans des zones nouvellement récupérées*, Communiqué de Presse, 2014

« Ce jour-ci, avec l'appui de l'AMISOM, des **administratifs** qui **vont prendre soin de la**

population sont en train d’être déployés dans les districts de Bulo Burte et de Jalalaqsi comme un signe de progrès vers la **fin du contrôle d’Al-Shabaab et de l’absence du contrôle de l’Etat** »

Source : UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2014/699, 2014, p.4 §17

“In southern and central Somalia, **Al-Shabaab continued to exert pressure**. In the Galguduud and Hiraaan regions, it **intensified guerrilla activities around the former strongholds of [...]** **Buulobarde**. On 26 June, insurgents carried out a **complex attack against a Djiboutian base in Buulobarde**, killing two Somali troops.”

Source : Africahotnews, *Somalie, Les soldats djiboutiens repoussent une attaque d’Al-Shebaab*, 2014

« La ville de Bulobuorde a été la **cible des assauts bien organisés et en force des Shebaabs vers minuit**. Ces assauts ont duré plus de quatre heures d'affilées, mais les soldats du contingents djiboutiens de l'AMISOM appuyés par des éléments de l'armée somalienne ont **réussi à repousser d'une manière rigoureuse toutes les tentatives d'attaques, tenant les miliciens terroristes hors de la ville.** »

Source : AMISOM, *Mission d’évaluation humanitaire de l’AMISOM à Garbaharrey et à Bulo Burte*, 2014

« Des soldats de l’AMISOM et de l’Armée Nationale Somalienne maintiennent la sécurité de ces villes [de Garbaharrey et de **Bulo Burte**] malgré les **tentatives d’Al Shabaab à bloquer les routes menant vers lesdites villes, aggravant ainsi la crise alimentaire.** »

Source : Human Rights Watch, *World Report 2015, Events of 2014*, 2015, p.488

“**Al-Shabaab used its control of supply routes to impose blockades** around [...] **Bulo-Burte**, [...] and other towns taken over by AMISOM and Somali government forces, **severely restricting the movement of goods, assistance, and people—including by attacking civilian vehicles.**”

Source : European Asylum Support Office, *EASO Country of Origin Information Report: Somalia - Security Information*, 2016, p.59

“As a result of Operation Indian Ocean, conflict between Al-Shabaab and SNAF/AMISOM was the main source of conflict-related violence in Hiiraan during autumn 2014. **In areas that Al-Shabaab does not control anymore, they perform hit-and-run attacks and assassinations. Most violence in 2014 has been in Buulo Barde and in villages in its surroundings**, statistically closely followed by Belet Weyne and Jalalaqsi and their surroundings. **There were fewer reports of this kind of violence during 2015.**”

C. La situation après 2014

Al-Shabaab reste **très actif autour de Buloborde entre 2014 et 2016**. Les routes menant à la ville sont particulièrement sujettes à des attaques (majoritairement dirigées vers les militaires). Certains **civils sont tués arbitrairement s'ils tentent de passer** malgré le blocus. La ville de Buloborde reste sous le contrôle de l'AMISOM et des forces armées nationales et la crise alimentaire est atténuée à partir de juin 2015 grâce à l'aide humanitaire. **Après 2016, les conflits semblent prendre leur source plutôt dans les rixes entre clans et milices locales qu'à cause d'AS, bien qu'il soit difficile d'avoir beaucoup de détails**. En **mai 2020**, une base d'AS située entre Buloborde et Jalalaqsi (50km au sud de Buloborde) fut attaquée par l'armée nationale somalienne, démontrant la **présence du groupe non loin de la ville**.

Source : UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2015/51, 2015, p. 13§74

“Despite some improvements, **security along main supply routes remains a significant impediment** to the delivery of humanitarian and development assistance, as well as to the movements of private business and military logistics, in most of south-central Somalia. Priority routes include [...] **Mogadishu-Buulobarde-Beledweyne axes**.”

Source : UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2016/27, 2016, p.3§12

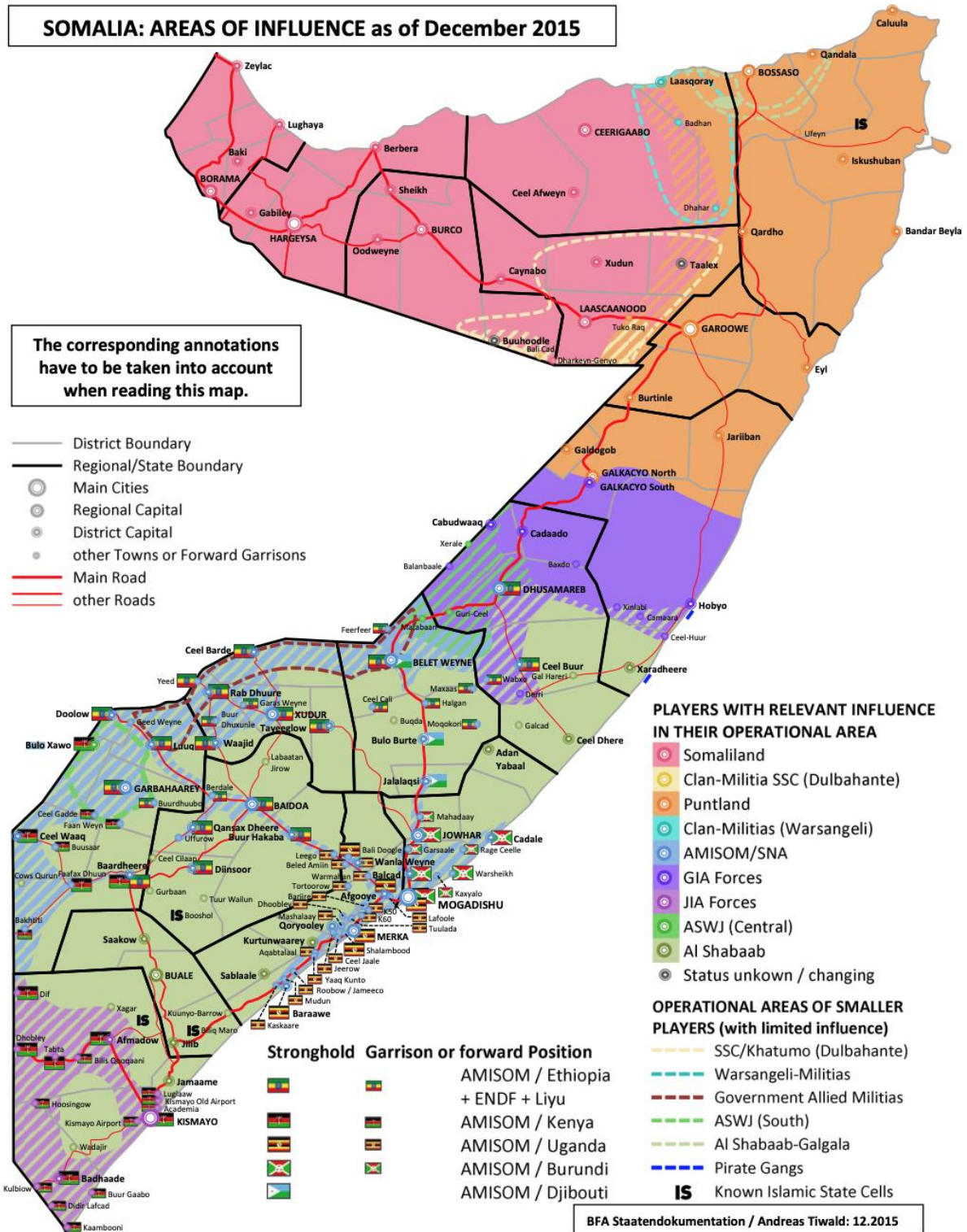
“In the Hiraan region, **AMISOM vacated Buq-Aqabla [située à moins de 40 km de Buloborde]** and Xarar-Lugoole on 6 and 26 September, respectively. [...] **All the locations were immediately seized by Al-Shabaab**.”

Source : UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2016/763, 2016, p.4§16

“**Main supply routes** throughout central and southern Somalia **remained prone to Al-Shabaab attacks**. Notwithstanding a significant decrease in roadside bombs, **ambushes targeting convoys of AMISOM and Somali forces occurred regularly along the roads connecting [...] Beledweyne to Buulobarde in Hiraan**.”

Source : European Asylum Support Office, *EASO Country of Origin Information Report: Somalia - Security Information*, 2016, p.23, 29 et 59

1.2.4. Map of areas of influence and AMISOM garrisons in Somalia



“In the aforementioned Austrian security overview (October 2015), a comparison was made of all types of armed clashes during the periods July 2014 to June 2015 and January 2011 to December 2014. According to this overview, **the situation deteriorated between July 2014 and June 2015 in the following districts and regions: [...] Belet Weyne and Bulu Burte (Hiiraan).**”

“[...] Most of the attacks in 2015 have been carried out in Belet Weyne, but **there are also reported attacks** in Jalalaqsi and **in villages in the surroundings of Buulo Barde** and Belet Weyne. There are reports of AMISOM convoys en route being subject to Al-Shabaab ambushes. Al-Shabaab has a **blockade on Buulo Burde, which was heavily enforced.**”

“**As of September 2015, Al-Shabaab still influenced or controlled most of the Hiiraan region, although they are being driven from some towns [...]** Al-Shabaab still has a covert presence, and is able to perform attacks in the towns and villages they are driven out from. In areas from which Al-Shabaab has been expelled, there are also clashes between other actors such as local clan militias, but also infighting between AMISOM and SNAF [...].

The main road from Belet Weyne to Mogadishu, through Buulo Barde and Jalalaqsi, is mainly controlled by Al-Shabaab. However, there is one stretch of the road south of Belet Weyne and another one south of Jalalaqsi, which are jointly influenced by Al-Shabaab and AMISOM/SNAF. [...]

Several sources interviewed by DIS (May 2015) stated that **Al-Shabaab performs attacks in towns they do not control, mainly targeting persons or institutions representing the international community** including AMISOM and the UN, the Somalia Federal Government (SFG) and those perceived as supporting them. **Hiiraan reports attacks on AMISOM and SNAF positions and individuals** such as SNAF-soldiers, clan elders and religious clerics. [...]

Al-Shabaab enforced an economic blockade on Buulo Barde leading to a **food security crisis during the period July 2014-June 2015.** The situation improved in **July 2015**, as a result of humanitarian assistance.”

Source : Human Rights Watch, *World Report 2016, Events of 2015*, 2016, p.507-508

“The **security situation remained volatile** in government-controlled towns.”

“**Al-Shabaab controls some supply routes and imposes blockades** on towns captured by AMISOM and Somali government forces, notably Wajid, **Bulo-Burte** and Hudur, **severely restricting movement of goods and assistance; on occasion Al-Shabaab killed civilians accused of breaking blockades.**”

Source : International Crisis Group, *Watch List 2017*, 2017, p.18

“**Al-Shabaab still holds territory in the south and centre** but discontent is rife among the population [...]. In Middle Shabelle and **Hiraan** regions in the centre, **local clan militias have mobilised and had some success in disrupting Al-Shabaab’s operations.** Deep fragmentation among Somali clans makes them incapable of an organised large-scale revolt. Some could ally against Al-Shabaab but they would have to use great care as arming clans hastily and indiscriminately would risk more instability.”

Source : Human Rights Watch, *World Report 2018, Events of 2017*, 2018, p. 484

“**Civilians were targeted or faced indiscriminate attack** during fighting over resources and political positions and control between clan militia and regional forces, particularly in Lower Shabelle, **Hiraan**, and Galguduud.”

Source : Human Rights Watch, *World Report 2019, Events of 2018*, 2019, p.520

“**Civilians** were targeted or faced **indiscriminate attacks during clan violence**, notably in Ceel Afweeyn in Sanaag region, Galgaduud, and Hiraan.”

Source : GardaWorld, *Somalia: Soliders kill Al-Shabaab militants in Hiran region, May 26*, mai 2020

“Somali National Army (SNA) troops conducted operations in the Hiran region on Tuesday, May 26, killing at least seven Al-Shabaab militants. According to media sources, **security forces targeted Al-Shabaab bases between Bulo Burde and Jalalaqsi**. Weapons, ammunition, and vehicles were reportedly recovered from the bases attacked. The Al-Shabaab militant group is yet to comment on the operations.”

II - Sur quelle doctrine se base le groupe Al-Shabaab ? En quoi la vente de cigarettes et tabac est-elle proscrite ? Est ce qu'il existe des sources relatant une histoire similaire basée sur la vente illicite de tabac avec des persécutions de la part des Shababs ?

Le groupe Al-Shabaab se base sur une doctrine salafiste radicale. Parmi ses objectifs principaux figure **l'imposition d'une version stricte de la Charia de laquelle découle notamment l'interdiction de fumer et de vendre des cigarettes et du tabac**. Un exemple a été trouvé concernant la persécution d'un vendeur de cigarettes.

A. La doctrine salafiste des Shababs

La doctrine sur laquelle se base le groupe Al-Shabaab est une doctrine salafiste fondée sur une interprétation littérale des textes religieux **impliquant le retour à la tradition des compagnons du prophète**. Cette doctrine se veut résistante aux différentes façons de pratiquer l'Islam **et demande une mise en œuvre stricte de la Charia**, accordant une importance particulière à la promotion de la vertu et à l'interdiction du vice. Le non-respect des règles qui en découlent est durement sanctionné. **Il convient néanmoins de préciser qu'Al-Shabaab se montre parfois pragmatique dans la gestion de son cadre idéologique. En effet, certaines sources relatent que l'application de la Charia est variable** en fonction de s'il s'agit de personnes membres d'Al-Shabaab ou non, du degré de contrôle **sur la zone ou du besoin de faire preuve d'une démonstration de force, ou au contraire, de regagner le soutien de la population.**

Source : Roland Marchal, *Une lecture de la radicalisation djihadiste en Somalie*, mars 2018.

« Pourquoi HSM (mouvement des jeunes combattants, Al-Shabaab) est-il devenu la plus radicalement salafiste des organisations ? Cela incite à considérer le nouveau champ politique issu de la victoire des Tribunaux islamiques en juin 2006 à Mogadiscio et la **volonté de cette organisation d'obtenir peu à peu le monopole de la gestion des biens de salut, d'apparaître comme le seul vrai groupe proprement islamique, quitte à rompre avec ses anciens soutiens.**

Si le projet djihadiste et la doctrine musulmane du jihad sont donc importants, l'analyse de la trajectoire d'al-Shabaab suggère un assez grand pragmatisme dans la gestion du cadre idéologique : cela ne permet pas d'attribuer à ce groupe une quelconque modération, mais souligne que **les effets performatifs de la radicalisation idéologique sont en fait modulables**, y compris dans les tactiques adoptées pour défaire les rivaux et éradiquer toute opposition organisée.

D'un point de vue doctrinal, HSM n'a rien à envier à Daesh. **Son modèle de société et son entendement de l'islam sont tout à fait congruents avec cet autre mouvement.** Al-Shabaab s'est d'abord constitué en tant qu'**appareil militaire**, si bien qu'après la victoire à Mogadiscio en juin 2006, il a recruté massivement, essentiellement d'ailleurs des jeunes hommes ou des adolescents.

La reconstruction organisationnelle s'est faite en 2007 en utilisant autant ou plus le drapeau somalien que le salafisme. **C'est la socialisation dans l'organisation qui a peu à peu forgé les comportements et développé l'intolérance propre au salafisme politique.**

Cependant, cette période a aussi été celle d'un autre choc important pour les idéologues du groupe : **il fallait gérer des populations, rendre concret un pouvoir islamique et gérer le quotidien de centres urbains, ainsi que les problèmes de gens ordinaires.** Le recul historique (dix ans d'écart avec cette période) met en relief la grande **disparité des comportements, l'unicité de la référence islamique, mais aussi l'importance des itinéraires personnels des cadres du mouvement dans la mise en œuvre de cette doctrine.**

HSM est aussi un pourvoyeur de biens publics. L'image construite par les discours sécuritaires est toujours la même : une mafia qui lave le cerveau de ses jeunes recrues, massacre les innocents, viole et tue à tout propos. Cette description, toute en nuances, oublie quelques faits qui, eux, sont importants pour les populations. D'abord, **un certain républicanisme: HSM est attentif à ne pas privilégier un clan par rapport à un autre et à se tenir à distance des conflits locaux** (qu'il instrumentalise pour ses intérêts bien compris).

Ensuite, une gouvernance qui a **des règles connues de tous.** Enfin, une **grande prédictibilité dans son fonctionnement vis-à-vis des populations.** Ainsi, **les tribunaux de HSM sont appréciés parce qu'ils rendent la justice en utilisant une loi légitime** (la Charia) et prennent une décision après un examen du problème, pas sur la base de l'identité du plaignant ou de l'accusé.

Les **contrôles routiers, qui fondent son économie de la protection,** existent bien sûr, mais des reçus sont délivrés et **leur valeur est reconnue sur le territoire contrôlé** par les djihadistes somaliens : on est très loin de ce qui se passe dans l'autre camp.

Le mouvement a même **tenté d'améliorer marginalement son fonctionnement** (notamment pour les **écoles coraniques**). **Depuis, les choses ont changé, ce qui illustre une fois de plus le fait que cet acteur est à la recherche de son projet autant qu'il le met en œuvre.**

Sa référence au salafisme dicte nombre des comportements qu'il impose aux populations, de la manière de psalmodier le Coran à la façon de prier, mais elle ne peut se suffire à elle-même,

faute de cadres assez bien formés. Ainsi, même si le rite Hanbalite est promu, localement, des compromis sont possibles avec les dépositaires du droit chafiiite. »

Source : Roland Marchal, Zakaria M. Sheikk, *Salafism in Somalia : Coping with Coercion, Civil War and its Own Contradictions*, 2015.

“At odds with its scholarly definition, **Salafism in Somalia has during the civil war period had quite a specific and restricted meaning. Salafism invokes the literal interpretation of the religious texts and the return to the early tradition of pious companions of the Prophet.** In Somalia, rightly or wrongly, it is often been taken as a **synonymous of Wahhabism.** However, it is most often used as a negative label applied to individuals who would simply call themselves Muslim. While Wahhabism - understood as a body of religious knowledge with common ancestry linked to the eighteenth-century religious scholar Muḥammad ibn ‘Abd al-Wahhāb - is only one expression of the Salafī movement **concerned mainly with the purification of religious practices and the application of sharia.** One should add that **Wahhabism in Somalia as elsewhere should not be given a rigid unity or coherent meaning: it often refers more to a spectrum of debates and views than one stance.**”

“In contrast to the Muslim Brotherhood affiliated groups who demonstrate a great level of flexibility and openness towards traditional Somali religious practices (including Sufism), the **Salafī movements show a strong resistance to accommodating other ways of practising their faith.** In particular, they **recurrently and forcefully call for shari‘a implementation and the plea for distancing Muslims from non-believers** (association with the Muslims and dissociation from Infidels: *al-walā’ wa-l-barā’*, an Islamic principle that became important in the Jihadi discourse in the last decade). **From the 2000s even more inflexible attitudes came into play although not necessarily enforced in a systematic manner: the promotion of virtue and the prohibition of the vice** (*al-amr bi-l- ma ‘rūf wa-l-nahy ‘an al-munkar*) **that became so important for al-Shabaab.**”

Source : UK Home Office, *Country Policy and Information Note on Somalia: Al Shabaab*, novembre 2020.

“**Al Shabaab’s main aims are the strict interpretation of Islamic law,** the removal from Somalia of foreign forces and foreign influences, and the regaining of territory lost from the forces of the African Union Mission in Somalia (AMISOM) (see Aims of Al Shabaab)”.

“**Al Shabaab has continued to impose a strict version of Sharia in areas under its control.** This has included torture, stoning, amputations, public lashings and executions as punishments, and as a means of intimidating the local population, as well as sexual and gender-based violence. **One source however, explained that Al Shabaab have also been flexible in the application of Sharia, depending on the level of control in the area or the need to maintain popular support**”.

“**Sources point to a degree of regional variation on how Sharia is implemented,** and how the group interacts and behaves. Al Shabaab are reported to outlaw particular types of activities it deems as un-Islamic and have been reported to detain people for infringements. However, it is unclear what the scale is or frequency of this. The USSD 2019 report, repeating information from

the 2018 report, suggests that people have been arbitrarily arrested and detained without giving a sense of scale.”

“Persons living in an area controlled by Al Shabaab will not be at risk of persecution simply by living in such an area. However, **persons who have no experience of living under Al Shabab control and/or do not conform to Al Shabaab’s strict interpretation of Islamic behaviour are likely to be at risk of persecution but this may depend on the area and how strictly Sharia or local polices are enforced**”.

Source : Michael Keating and Matt Waldman, *War and peace in Somalia: national grievances, local conflict and Al-Shabaab*, juin 2019.

“**It is interesting to notice that this [the implementation of the Sharia] took different forms according to the situation and the strength of the organization.** For instance, in 2006, Al-Shabaab did not feel powerful enough to directly antagonize Sufi orders, which it did in 2008 and 2009. After 2012, this policy faced ups and downs according to the balance of forces in the region. **Sometimes, local Al-Shabaab commanders were willing to take steps to regain popular support; sometimes they wanted to make a demonstration of force.**”

“**Over time and space Al-Shabaab proved more flexible, especially in cases of its own members infringing the Sharia: instead of facing a harsh punishment, they were relocated.**”

“Variations in implementing the Sharia were also connected to the people in charge of Al-Shabaab and the situation on the ground. **Once Al-Shabaab was clearly in control, it could show greater tolerance.** After 2014, it became clear that the frontline could evolve quickly and it was thought necessary to retain as much popular support as possible. **Some wilayat (provincial) governors, because of their seniority in the organization and their political capital, could be more reasonable than others**”.

Source : Norwegian Organisation for Asylum Seekers, Fact-finding report, *Persecution and Protection in Somalia*, 2014.

“According to a government source, al-Shabaab is relentless; one is either with them or one gets killed. **Al-Shabaab has banned sports, television, music, smoking, khat etc. and reacts very harshly if bans are ignored.**”

“Sources claimed that **persons who oppose al-Shabaab in different ways risk persecution.** INGO stated that **al-Shabaab kills people on a daily basis**, especially in southern Somalia. This source claimed that the movement can do whatever it wants in Somalia and many groups are therefore at risk. Research centre stated that **it is difficult to establish whether a person is safe or not.** However, any connections to al-Shabaab were believed to potentially put a person at risk. **Anyone who does not support al-Shabaab’s ideology are at risk of persecution**, according to research centre.”

“**Individuals who represent something that al-Shabaab opposes become targets**, stated INGO. This source believed that al-Shabaab has a low threshold for considering someone as a threat. **Those who are considered a threat to the movement would be approached and exposed to**

serious reactions by al-Shabaab, claimed INGO.”

“INGO claimed that **al-Shabaab will severely harm those previously warned**”.

Source : Danish Refugee Council, *Security Situation: South & Central Somalia*, 2017.

“With regard to who can **become a target profile** in areas under the full control of al-Shabaab sources referred particularly to three factors: **The background of a person, i.e. the links the person has, his/her behaviour in relation to conformity with al-Shabaab’s interpretation of Sharia law, and finally acts and attitudes that can raise suspicion of spying.**”

B. Les fondements de l’interdiction de la vente de cigarettes et de tabac

Le groupe Al-Shabaab interdit l’acte de fumer des cigarettes et l’acte de vendre du tabac, qui sont considérés comme étant **contraires à leur interprétation de l’Islam**. Des sanctions s’appliquent en cas de non-respect de cette **interdiction totale**.

Source : The Guardian, *Revealed: how British American Tobacco exploited war zones to sell cigarettes*, 2017.

“The documents describe how cartons of cigarettes were distributed to traders hidden in black bags in Somalia after **Al-Shabaab banned sales and threatened punishments under Sharia law between late 2008 and early 2009**.

In Somalia, the documents show BAT had a strategy to continue selling its cigarettes in spite of warnings by the fundamentalist group Al-Shabaab that **it would punish those who sold them under Sharia law**.

The No-Smoking ultimatum made by Al-Shabaab now in effect. Cigarettes are now a black market commodity. Distribution is being made in black paper bags.”

Source : European Asylum Support Office, *Rapport d’information sur les pays d’origine, Somalie centrale et méridionale, Aperçu du pays*, 2014.

« La **vente et la consommation** de **cigarettes** et de khat sont **interdites**. »

« **Les flagellations, lapidations, décapitations et amputations publiques sont régulièrement utilisées comme châtiments contre les personnes qui violent l’interprétation de l’islam prônée par Al-Shabaab**. En outre, des milliers de Somaliens sont **emprisonnés dans des conditions inhumaines** pour des **infractions relativement « mineures »** telles que **fumer, écouter de la musique, regarder du football ou y jouer ou ne pas porter un hijab couvrant tout le corps**.

Depuis 2013, en particulier, on observe **une augmentation du nombre de décapitations, mutilations, enlèvements, arrestations et disparitions**. Selon les interlocuteurs de la mission d’enquête danoise et norvégienne de novembre 2013, cette évolution s’expliquerait par la lutte que mène Godane pour imposer son pouvoir sur Al-Shabaab. »

Source : Bloomberg, *Somalia's Al-Shabaab Bans Smoking Cigarettes, Chewing Khat*, 2011.

“**Somalia’s al-Shabaab, an Islamic militant group** that controls most of the southern and central parts of the country, **banned smoking cigarettes** [...].

Anyone caught violating the ban, which includes selling tobacco products, may face 30 days and a fine, said Sheikh Aby Ramla, head of the information department in Afogye, 30 kilometers (18.6 miles) southwest of the capital, Mogadishu.”

Source : United States Department of State Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices*, 2018.

“Al-Shabaab detained persons in areas under its control in the southern and central regions. Those detained were **incarcerated under inhuman conditions for relatively minor “offenses,” such as smoking** [...].”

Source : British Broadcasting Corporation (BBC), *Life under Somalia's Al-Shabab militants*, 2012.

“Life has changed a bit socially because of al-Shabab. They have stopped people chewing khat [...] But it is not illegal to chew in these special areas or the privacy of your home. **What is completely banned under al-Shabab is smoking cigarettes - you cannot buy them in Afgoye at all.** I have seen many friends and who have been stressed and have found it difficult to quit smoking.”

Source : Nation, *Somali Islamists ban khat and cigarettes*, 2009 mis à jour le 3 juillet 2020.

“The Islamists authority in Dhobley town at the border between Somalia and Kenya Sunday **announced a total prohibition** of miraa (khat) chewing and **cigarette smoking** in the area. Area residents have consequently been ordered to refrain from trading in both commodities. Mr Tayib Mohamed, the top Islamist official in the area, emphasised the seriousness of his administration in enforcing **the ban on khat, cigarettes** and any substance containing drugs. “**We shall take stringent measures against anybody attempting to challenge the law**” said Mr Mohamed, briefing the media.”

C. Exemples de persécutions pour vente illicite de tabac

Témoignage relatant une histoire similaire basée sur la vente illicite de tabac avec des persécutions de la part d’Al-Shabaab.

Source : UNHCR Malta, *The cost of a cigarette in Somalia*, 2015.

“In some parts of Somalia, where Al Shabaab rules, smoking can be a particularly dangerous affair. One night a few years back, **two hooded men kidnapped Muusu, then a 19-year old man, and brought him to a nearby hut where they intended to chop off his hand. He was guilty of selling cigarettes.**

“Cigarettes and coffee are part of the Somali culture” Muusu said while sitting on a bench in Floriana, far away from his old hometown. In fact he used to sell quite a few cigarettes – it was the family’s main source of income.

Life in his hometown had changed very quickly once Al Shabaab took over. A number of social activities were banned. “If you sell cigarettes and alcohol, you are not Muslim they said,” Muusu recounts, “They have their own rules. They do not believe in our religion and way of life.”

“I didn’t obey” Muusu said, even though he closed his shop for fear of retaliation but instead kept selling them on the streets. “It was my only way to help my mother and brother.”

But one day he was caught.

At night they came for him. He was walking on his way home, when he felt hands pushing him down to the ground. They were two hooded men from Al Shabaab. He could only see their eyes staring at him as they dragged him to a hut. **He was waiting to get his punishment – his hand was to be chopped.**

“Why did you come back? Al Shabaab is looking for you. You cannot come back” his mother told him.”

III - Est-ce que l’enrôlement est pratiqué par le groupe Al Shabab ? Y-a-t’il un groupe de personnes cibles ?

Depuis sa création, le groupe Al-Shabaab procède à des **recrutements forcés en grand nombre**. Les adultes comme les enfants sont enrôlés par le groupe. Les enfants, dès l’âge de huit ans, sont **généralement enlevés de leur village puis entraînés dans des camps militaires du groupe**. Al-Shabaab **force également des familles et des professeurs d’écoles à leur remettre des enfants** sous peine de menaces physiques. Parfois ce sont les professeurs d’écoles eux-mêmes qui appellent leurs élèves à rejoindre Al-Shabaab. Les **chefs coutumiers sont aussi utilisés** par le groupe à des fins d’enrôlement. Une fois enrôlés dans le groupe, **les enfants servent principalement de combattants** mais sont aussi utilisés pour d’autres tâches. Ainsi, les jeunes filles sont utilisées comme cuisinière au service des combattants du groupe, de soignantes et même de femmes.

A. Les méthodes d’enrôlement pratiquées par Al Shabaab

Le groupe Al-Shabaab recrute de manière systématique dans certaines régions de la Somalie en utilisant diverses méthodes. Le mode de recrutement le plus fréquemment utilisé est l’école ; **les enseignants invitent leurs étudiants à rejoindre l’organisation**. Dès lors, **les enfants sont enlevés puis endoctrinés et reçoivent un entraînement physique dans des camps militaires**. **Les filles sont recrutées pour, entre autres, se marier** avec les combattants.

Source : Amnesty International, *Dans la zone de feu, les enfants victimes du conflit en Somalie*, 2011

« Les témoignages recueillis en 2009 et en 2010 par les délégués de l'organisation ainsi que les informations fournies par la suite par des sources locales indiquent que **le recrutement** et l'utilisation **d'enfants** par des groupes armés islamistes, **tout particulièrement Al Shabab** mais aussi Hizbul Islam, sont **très répandus, voire systématiques** dans certaines régions. »

« Les témoignages de réfugiés somaliens décrivent **différentes méthodes utilisées par Al Shabab pour recruter des enfants**. Elles vont du fait d'attirer des enfants en leur promettant des téléphones et de l'argent, de l'endoctrinement idéologique dans les mosquées, de l'utilisation comme agents recruteurs d'enfants enrôlés précédemment jusqu'à des techniques plus agressives comme les menaces proférées contre des enfants et leurs proches, les raids dans les écoles, les enlèvements dans des lieux publics ou dans des véhicules quittant le pays. »

Source : Somalia Report, *Al Shabaab's Child Soldiers*, 2012.

“Under the guise of ‘**recruiting**’, the group has kidnapped these children to serve as fighters against its many opponents.”

“Apart from **training children** in mosques, *madrasas*, and *dugsi*, al-Shabaab gives children **physical training in their military camps**. After the child is abducted from their town or village, they are taken to al-Shabaab military bases and given various training”.

Source : Amnesty International, *Amnesty International Annual Report 2013*, 2013.

“Al-Shabab continued **to forcibly recruit children before and during military operations**. Most were sent to the front line. Militias affiliated to the government were also accused of continuing to recruit and use child soldiers.”

“**Abducted girls are assigned cooking, cleaning, and other domestic duties in the camps**. Al-Shabaab uses girls and young women not only for support for combat operations, but also for **rape and forced marriage to fighters**.”

Source : REFWORLD, *Somalie : information sur al-Shabaab, y compris les zones qu'il contrôle, le recrutement et les groupes affiliés (2012-novembre 2013)*, 2013.

« Un représentant du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) a déclaré dans le cadre de la mission d'enquête du Danemark et de la Norvège en mai 2013 que **moins de cas de recrutement forcé par al-Shabaab avaient été signalés qu'auparavant, mais que cela ne signifiait pas qu'il y avait en effet une diminution du nombre de cas de recrutement forcé** (Danemark et Norvège mai 2013, 13). Un représentant d'une organisation des Nations Unies à Nairobi reçu en entrevue dans le cadre de la mission d'enquête a affirmé qu'il n'y avait **plus de recrutement forcé à Mogadiscio parce que la ville n'est plus sous le contrôle d'al-Shabaab**. Cette même source des Nations Unies a précisé que le groupe, **dans les régions toujours sous son contrôle, continue d'effectuer des [traduction] « rafles » afin de recruter** des combattants. »

Source : Human Rights Watch, *Somalia: Al-Shabab Demanding Children*, 2018.

“The islamist armed group Al-Shabab has threatened and abducted civilians in Somalia’s Bay region to **force communities to hand over their children for indoctrination and military training** in recent months. Since late September 2017, Al-Shabab has ordered elders, teachers in Islamic religious schools and communities in rural areas to provide hundreds of children as young as 8 or face attack.”

“The armed group’s **increasingly aggressive child recruitment campaign started in mid-2017 with reprisals against communities that refused.**”

Source : Roland Marchal, *Une lecture de la radicalisation Djihadiste en Somalie*, 2018.

« D’abord, HSM [acronyme de Al-Shabaab en Somalie, *Harakat al-Shabaab al-Mujahideen*] utilise des méthodes de recrutement qui ont été celles des factions claniques et de nombreux mouvements marxistes-léninistes des années 1960-1980. »

« Ensuite, HSM a su à certains moments « séculariser » le recrutement en se drapant dans la défense de la patrie, dans celle d’une région particulière ou dans la survie d’un groupe spécifique. Enfin, il a su tirer profit d’une réelle exaspération de la jeunesse somalienne face à l’immobilisme de ses aînés et à la volonté de ses derniers d’occuper les meilleures places alors que la société tout entière stagnait. »

« De façon récurrente, **le mode de recrutement le plus communément cité est l’école coranique.** Dans l’été et l’automne 2006, **de nombreux enseignants ont appelé leurs élèves à rejoindre al-Shabaab**, alors que l’armée éthiopienne s’installait à Baydhabo (pour mieux protéger un gouvernement ciblé par des attaques suicides). »

« On a donc une **radicalisation par substitution**: les maîtres ont suffisamment d’autorité pour inciter des adolescents à rejoindre un mouvement qui, ensuite, les formate idéologiquement avec un succès plus ou moins grand (les fameux camps d’entraînement militaires sont dédiés à l’éducation physique et à un enseignement religieux centré sur le djihad, le véritable savoir militaire est souvent acquis après). »

« Ce mode de recrutement s’est évidemment poursuivi après 2006, mais son efficacité a été réduite parce que la tendance salafiste s’est dissociée de HSM à partir de 2010 et, surtout, parce que les jeunes ont peu à peu mieux mesuré les conséquences de cet engagement. »

« **La méthode qui a le mieux survécu à tous les aléas de la trajectoire de HSM est le recrutement par l’entremise des anciens et des chefs coutumiers.** (...) Chaque fois que HSM prend le contrôle d’une zone, il réunit les notables pour leur annoncer qu’il va gouverner en appliquant la Charia (et que donc leur rôle de dépositaires de la loi coutumière devient nul et non avenu) et qu’ils doivent prononcer la *baya* (serment d’allégeance), mais aussi fournir au mouvement plusieurs dizaines ou centaines de fusils et de jeunes. [...] Les jeunes recrues, une fois formées et habituées à la réalité du combat, mais aussi à celle de la solidarité de groupe

(particulièrement forte dans l'affrontement), sont renvoyées dans leurs villages pour promouvoir ce choix: joindre HSM, c'est vivre entouré d'amis sûrs, c'est être capable de soutenir économiquement sa famille et c'est pratiquer le plus justement sa religion. »

« Un autre aspect est aussi primordial : le culte de la revanche. [...] De nombreux membres de HSM, lorsqu'ils font défection du côté gouvernemental, justifient leur adhésion par le désir de venger un parent proche. Cela est absolument possible, même si une telle raison permet de dépolitiser leur ralliement. Il faut d'ailleurs souligner que de nombreux cadres des services de renseignement du gouvernement somalien justifient leur position par le même argument. »

Source : Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, 2014.

“An international NGO stated that **forced recruitment to al-Shabaab is only relevant in those areas where al-Shabaab is in full control. Recruitment mostly takes place via the elders.** Some elders may support al-Shabaab while others do not. However, when al-Shabaab is in control of an area the elders will pretend that they are supportive.”

“An international agency explained that **there are reports of families being compelled to send off their sons to al-Shabaab as fighters.** On the other hand, the agency had never heard of families killing their own sons if they refused to join al-Shabaab.”

B. Les enfants : principales cibles du recrutement

Les enfants font face à un **plus grand risque de recrutement que les adultes** dès lors qu'ils ne sont **engagés dans aucune activité économique** et que les **écoles sont souvent une cible d'Al-Shabaab**. En effet, **le groupe enlève les enfants dans les endroits où ils se retrouvent, dans les écoles et sur les terrains de jeux**. Les enfants sont exploités pour servir comme combattant, pour les attentats-suicides, mais aussi pour lancer des grenades contre des ONG internationales.

Source : OCHA, *Inter-cluster mission report*, 2014.

“Out of 4 schools in town, **only 2 are functional.** Enrolment of children **decreased by 58 per cent**, 27 of the 44 teachers stopped working.”

“Children are at **risk of recruitment** as they are **not engaged in any economic activities** and there is a lack of education facilities.”

Source : Amnesty International, *Dans la zone de feu les enfants victimes du conflit en Somalie*, 2011.

« Selon les témoignages recueillis par l'organisation, **les régions dans lesquelles le recrutement d'enfants, et surtout de jeunes enfants, est particulièrement répandu** sont Mogadiscio, Brava, Kismaayo, Baidoa, le district de Sakow dans la région du Moyen-Juba ainsi que la région de Gedo, des zones qui étaient solidement contrôlées par Al Shabab au cours des trois dernières années, mais

qui sont maintenant disputées. Dans d'autres régions, les factions locales d'Al Shabab semblent chercher à recruter les enfants à partir de 15 ans environ. **Les variations dans l'âge des enfants que la milice cherche à recruter dépendent semble-t-il de facteurs locaux.** »

Source : Anadolu Agency, *Somalie : libération de 5 enfants enrôlés par le Mouvement Al-Shebab*, 2018.

« Les combattants du Mouvement Al-Shebab ont recouru à **l'enrôlement des enfants et à leur exploitation** dans les attentats-suicide et aux premiers rangs de leurs batailles, après la régression de leur pouvoir. »

Source : REFWORLD, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, 2013.

“Regarding al-Shabaab’s recruitment of youngsters to **throw hand grenades** an international NGO believed that this was still happening and explained that these **youngsters**, often in their early twenties, used to get **approximately 10 USD** for doing so. The payment takes place via the mobile cell phone transfer system.”

Source : Somalia Report, *Al Shabaab’s Child Soldiers*, 2012.

“Since the incursion of the al-shabaab insurgent group in southern and central Somalia in late 2007, **many Somali children under the age of 18** - both **boys and girls** - have gone missing.”

“The insurgent militia of al-shabaab **has long found children an easy source of fighters** to supplement its ranks.”

Source : Human Rights Watch, *No place for children*, 2012.

“Children **have nowhere to hide**. Al-Shabaab has **abducted them** wherever they congregate: schools, playgrounds, football fields, and homes. **Schools** in particular have been attractive targets.”

C. L'enrôlement des adultes

Al-Shabaab recrute des combattants adultes à la fois **volontairement et par la force** et reçoit également du **soutien de combattants étrangers**. De plus, le groupe **attire des Somaliens habitant à l'étranger** dans le but d'accroître le nombre de combattants. La **majorité des personnes qui rejoignent le groupe le font pour motif économique** et donc pour garantir des ressources financières pour leurs familles.

Source : Maxime ARQUILLIERE, Daniel RICHARD, Capucine PEIGNIER, *Le pouvoir de nuisance de Al Shabaab en Somalie*, 2015.

« Le recrutement des Chabab se fait parmi les individus soutenant la milice, mais il y a également un **grand nombre de recrutements forcés.** »

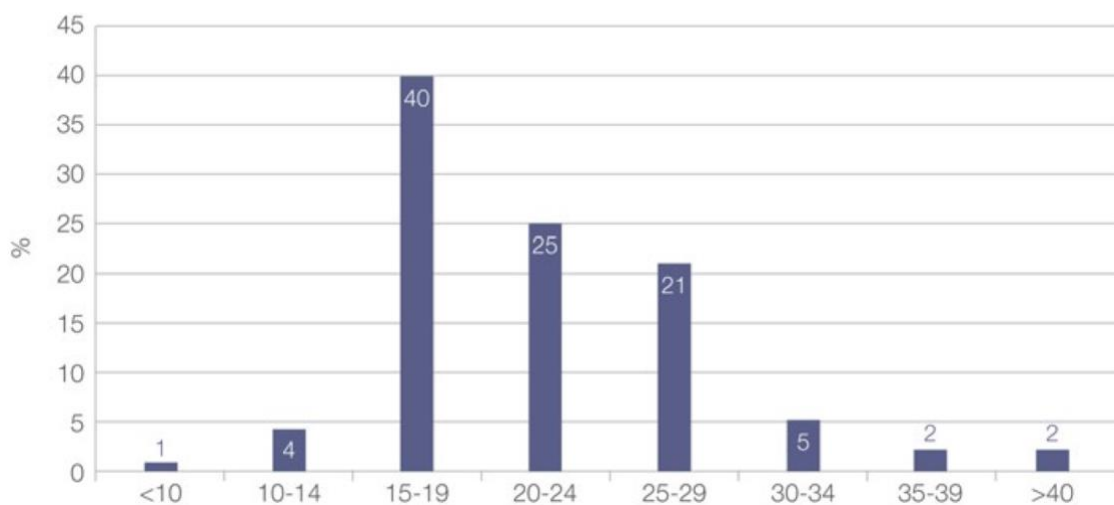
« Al-Shabaab est **renforcé par de nombreux combattants étrangers** (Mujahirin), notamment des Pakistanais, des Saoudiens, des Yéménites, des Afghans, des Bengalis, des Tanzaniens, des Soudanais ; certains de ces combattants étrangers accèdent même à des postes de responsabilité. »

« Exactions commises par Al-Shabaab : Recrutements forcés d’adultes et d’enfants et endoctrinement. »

Source : Anneli Botha and Mahdi Abdile, *Radicalisation and al-Shabaab recruitment in Somalia*, 2016

“In keeping with its name, which means ‘The Youth’, al-Shabaab **targets adolescents and young adults**: only 9% of interviewees joined after their 30th birthdays (Figure 1).”

Figure 1: Age at which interviewees joined al-Shabaab



“Interviewees also **came from a large number of ethnic groups** or, in the Somali context, clans. Ahmadey Kusow, a Somali-Bantu, joined the al-Shabaab voluntarily and became a loyal member of the group. He is one of hundreds of young men belonging to the Somali-Bantu and minority clans who have freely joined the militant group because they feel they have been marginalised since the collapse of the Somali state. They say recruitment to al-Shabaab as an opportunity to take revenge and empower themselves against majority tribes who grabbed their farming areas and (to some extent) property.”

“**In addition to local Somali nationals, al-Shabaab also attracts Somali nationals living abroad**, other foreign fighters and nationals from neighbouring countries to join the organisation. Abu Aisha came from the United States and joined al-Shabaab after being recruited through the Internet [...]. He was among a handful of Somali-Americans who had drifted to al-Shabaab over the years. A number of recruitment agents and support networks have been uncovered in the United States that approach potential targets through mosques, the Internet and community contacts. The English language skills and social disconnect of Somali-Americans may be assets to al-Shabaab. Due to both the trauma experienced by recruits’ parents when fleeing Somalia’s long period of anarchy, and cultural and economic problems they encountered when attempting to integrate into US society, some angry teens have become fertile targets for al-Shabaab recruitment.”

Source : European Asylum Support Office, *COI Query*, octobre 2019

“UN Security Council informed that at the end of 2018, ‘the movement of foreign terrorist fighters slowed, **as the group changed its recruitment tactics to target locals and cross-border communities who have a home-ground advantage to operate and find safe havens in the communities to avoid detection**’. The source added that Al-Shabaab intensified forced recruitment ‘**through threats to families with members aged between 20 and 30 within Somalia and across the border**’.”

“Although there are multiple factors, including religious and ideological reasons, which lead people to join Al-Shabaab, **many are recruited for ‘pragmatic reasons’, mainly to secure financial resources** that are necessary for them and their families, even if they know the risk of such an engagement.”

IV. Quelles sont les relations entre la police et le groupe terroriste Al Shabaab ? Est-il utile et efficace de déposer plainte contre eux ?

Il existe **très peu de données explicites** sur les relations entre le groupe Al-Shabaab et la police somalienne. En s’appuyant sur différents rapports et articles, il est **possible de dégager des tendances**. D’une part, les relations entre la police et le groupe terroriste Al-Shabaab sont marquées par des **attaques ciblées contre la police et l’infiltration des membres d’Al-Shabaab dans toutes les forces de sécurité somaliennes** (les forces policières incluses). En outre, les **membres du gouvernement, et parfois les agents de police, utilisent la justice administrée par Al-Shabaab** basée sur la charia pour la résolution de conflits la **considérant plus juste et plus efficace**. Quant au fonctionnement de la justice, **il ne paraît pas utile ni efficace de déposer une plainte contre Al-Shabaab devant la police**. Le manque de contrôle territorial et de structure, l’expertise technique et les ressources humaines, ne semblent pas permettre de mener des investigations concernant les cas des individus somaliens. Les capacités d’investigation de la police étant limitées, elles sont concentrées uniquement à Mogadiscio, pour les attaques à grande échelle et **la police n’a pas les moyens pour mener des enquêtes hors de la capitale**.

A. L’engagement des forces armées contre Al Shabaab

Source : Central Intelligence Agency, *The World Factbook*, Somalia, novembre 2020.

“**Somali military forces are heavily engaged in operations against the al-Shabaab terrorist organization**, including joint operations with the African Union Mission in Somalia (AMISOM)”

“AMISOM's peacekeeping mission includes assisting Somali forces in providing security for a stable political process, enabling the gradual handing over of security responsibilities from AMISOM to the Somali security forces, and **reducing the threat posed by Al-Shabaab and other armed opposition groups**; as of early 2020, AMISOM had about 19,000 military troops and about 1,000 police personnel from six African countries deployed in Somalia”

Source : The Danish immigration Service, *South and Central Somalia, Security situation, forced recruitment, and conditions for returnees*, juillet 2020.

“With large international support, the government has rebuilt its armed forces and regained control over areas in South and Central Somalia. According to a recent report by the African Union, Somalia has more than 20,000 pro-government fighters operating within the five federal member states. A case study published by the UN University in 2020 stated that the Somali national forces lack cohesion, relevant equipment and administration structures. Only a small number of its fighters are actually capable of military operations against al-Shabaab”.

B. Les attaques d'Al Shabaab contre les forces armées

Source : Hiraal Institute, *Semi-annual Somalia Security Report*, juillet 2020.

“direct military attacks by AS [Al Shabaab] against allied installations and positions were 46 this quarter, which is the same as last quarter. This itself is another indication of AS's slowing tempo, because it managed to increase its raids against the allies in the second quarter of 2019 to 51 from 41 the quarter before that, while its campaign is stalled this year.”

“The group's main target continues to be the SNA and AMISOM. Its second priority is the Somali police force and civil servants working for the FGS and the FMSs. Its main focus among the FMSs is Jubaland, where it increased its attacks, trying to capitalise on that FMS's worsening relations with the FGS and Ethiopia” [...] “The police and civilians are targeted by pistol assassinations and sticky IEDs attached to their vehicles”.

Source : The Danish immigration Service, *South and Central Somalia, Security situation, forced recruitment, and conditions for returnees*, juillet 2020.

“[...] the majority of the reported attacks by al-Shabaab in 2019 were attacks on military targets, according to Hiraal Institute (HI). Al-Shabaab, for instance, targeted the SNA almost 250 times while the group targeted non-government civilians less than 50 times”.

Source : United State Department of State, *Country Reports on Terrorism 2019: Somalia*, 24 juin 2020.

“Following the February 2017 presidential election, the FGS announced its intent to offer amnesty to any AS member willing to denounce terrorism and support FGS.”

Source : Ecoi.net, *Security Situation in Somalia*, juillet 2019.

“[...]after suspected Al-Shabaab militants killed police officer near Galkayo, local militia 14 June killed nine members of Rahanweyn clan which it believes provides recruits to Al-Shabaab”

“In capital Mogadishu, Al-Shabaab militants 7-27 June shot and killed four police officers and one local official”

Source : Home Office (United Kingdom), *Country Police and Information Note Somalia South and Central: Security and Humanitarian Situation*, novembre 2020.

“The group’s second priority is the Somali police force and civil servants working for the Federal Government and the member states”.

C. L’administration de la justice en Somalie

1. La défaillance de la police Somalienne

Source : Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada, refworld, Somalie : information indiquant si la police fait enquête sur les meurtres commis par Al-Shabaab [Al-Shabab] à Mogadiscio, y compris si la police rédige des rapports; la marche à suivre pour obtenir une copie d'un rapport de police (2014-juin 2016), 2016.

« Dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, Alice Hills a affirmé que **la police à Mogadiscio n'a pas la capacité de faire enquête sur les meurtres commis par Al-Shabaab** (Hills 1er juin 2016). Des sources signalent que la Division des enquêtes criminelles (Criminal Investigation Division - CID) de la SPF est chargée de mener des enquêtes sur les homicides commis par des terroristes à Mogadiscio (criminologue 6 juin 2016; candidat au doctorat 3 juin 2016). Cependant, selon le candidat au doctorat, [traduction] [e]n théorie, le CID est responsable des cas de citoyens qui sont pris pour cible par Al-Shabab ou des éléments criminels [...] mais, **en réalité, ses capacités demeurent plutôt limitées et il semble actuellement se concentrer surtout sur les enquêtes à plus grande échelle visant Al-Shabab, en collaboration avec la police d'AMISOM et les forces militaires, particulièrement dans la capitale [...]** [Cela] signifie que les **citoyens qui sont personnellement pris pour cible par Al-Shabab ont peu de recours auprès des forces de l'ordre** (6 juin 2016) ».

Source : Danish Refugee Council, *South and Central Somalia. Security Situation, al-Shabaab Presence, and Target Groups*, 2017.

“Al-Shabaab has an extensive network of sympathisers, informants/spies, and other collaborators throughout Somalia and several sources considered al-Shabaab to be everywhere in S/C Somalia. The presence of al-Shabaab can be felt throughout society and **al-Shabaab is assumed to have infiltrated Somali government institutions, the police force, and SNA, and according to a UN source even the international airport in Mogadishu is regarded as infiltrated.** Al-Shabaab has a rather sophisticated intelligence wing (Amniyat)”.

2. Les abus des acteurs du système judiciaire

Source : Freedom House, *Freedom in the world 2020*, Somalia, 2020.

“**The judicial system in Somalia is fractured, understaffed, and rife with corruption.** Its authority is not widely respected, with state officials ignoring court rulings and citizens often turning to Islamic or customary law as alternatives”.

“Safeguards against arbitrary arrest and detention are not observed by the country’s police, intelligence, and military services, and their performances are undermined by corruption. Clan politics and other external factors often play a role in the outcome of court cases. Military courts routinely try civilians, including for terrorism-related offenses, and **do not respect basic international standards for due process**”.

“Regional authorities and security forces have reportedly harassed, extorted, obstructed, and attempted to control NGOs and aid groups, and the Shabaab generally do not allow such organizations to operate in their territory”.

“While the provisional constitution and legal system offer some formal protections against discrimination based on sex, clan, and other categories, they have little force in practice. Women face widespread disadvantages in areas including housing, education, and employment, while members of marginalized clans suffer disproportionately from economic exclusion and violence”.

3. Les lacunes de la police dans l’application de la justice

Source : World Bank, *Somalia Security and Justice Sector PER*, 2017.

“The focus of the Somali Police aspires to move from counterinsurgency to other basic policing tasks, such as criminal investigation, public order, and crime prevention, all of which are critical to sustainable security. However, **both the Somali Police and informal regional security actors lack functional divisions that define specializations and roles, and they therefore primarily play multiple and overlapping roles**. The Somali Police and the regional security actors do not cover many core functions, such as investigations and support functions, training, and logistics adequately. **While the Somali Police maintain investigation divisions, only a minority of officers are able to perform this function in practice**”.

“Criminal investigations are a critical factor in the delivery of justice and represent a specialized and technical undertaking. Criminal investigations are generally conducted by police assigned to police stations or by the Criminal Investigation Department (CID) when the offence under investigation involves a penalty of three or more years’ imprisonment. The CID headquarters is in Mogadishu and its current strength is 202 officers. The Department has six divisions, four performing specialized tasks namely investigations, forensics, information gathering, and drugs and two performing support functions, namely human resources, logistics and finance. **Only a small number of SPF-designated CID officers have completed a basic CID investigator training course; the majority of those designated as CID officers have not attended [...]. The CID generally lacks capability to conduct investigations in a professional manner outside Mogadishu**”.

Source : European Asylum Support Office, *Rapport d’information sur les pays d’origine Somalie centrale et méridionale Aperçu du pays*, 2014.

« En 2012, une ONG internationale et une agence des Nations unies à Mogadiscio ont déclaré que **les civils ne pouvaient obtenir l’application de la loi en s’adressant à la police, parce que celle-ci n’enquêtait pas et était incapable d’assurer leur protection** »

« En 2012, une ONG locale de Mogadiscio a expliqué que « les groupes marginalisés éprouvent des **difficultés pour obtenir un procès équitable**, étant donné qu’il est important d’être puissant, en termes de nombre et d’influence politique, pour avoir accès à un procès équitable – si tant est que l’on puisse parler de procès équitable pour qui que ce soit dans le système judiciaire actuel. » »

4. La justice d’Al-Shabaab considérée comme plus efficace

Source : United Nations Development Programme, *Independent country programme evaluation, SOMALIA*, mars 2020.

“[...] the fact that, for instance, women are still turning to al-Shabaab courts for justice indicates how much more needs to be done to ensure that the state and formal rule of law system caters for women’s’ needs”.

Source : Institute for Integrated Transitions, *The Limits of Punishment – Transitional Justice and Violent Extremism: Somalia Case Study*, 2018.

“Al Shabaab also outcompetes other actors in Somalia in its capacity to deliver justice and dispute resolution. It retains a reputation for delivering swift, effective, and, crucially, non corrupt and fair rulings to disputes based on sharia. Thus, even people from government-held territories, and by some anecdotal accounts occasionally even policemen, go to al Shabaab for dispute resolution. In contrast, the formal judiciary is perceived as overwhelmingly corrupt, dominated by certain clans, and operating on the basis of outdated 1960s statutes, thus delivering dispute outcomes based on bribes and clan standing.”

5. Une justice inégale selon les villes

Source : United Nations Development Programme, *Independent country programme evaluation, SOMALIA*, mars 2020.

“The Somaliland authorities provided the evaluation team with data that indicated progress. For instance, the High Judicial Council reported an increase in the number of cases brought to court from 11,000 to 15,000 between 2017 and 2018. The Hargeisa police, meanwhile, stated that reported crimes fell by about half in the areas where community policing initiatives had been introduced with UNDP support”.

V - Faire un état des lieux de la jurisprudence CNDA depuis 2014 concernant la Somalie ? **Selon votre analyse, sur quels éléments les décisions positives reposent-elles ?**

Depuis 2014, la CNDA a traité **peu de demandes d’asile de ressortissants somaliens**. Plus précisément, de 2014 à 2017, ainsi qu’en 2019, un arrêt par an a été rendu, puis deux en 2018 et trois en 2020. Par ailleurs, l’octroi du statut de réfugié, de la protection subsidiaire ou les rejets ont été observés de façon aléatoire au cours de ces six dernières années. A cet égard, la jurisprudence de la CNDA présente des **caractéristiques constantes dans la motivation de ses décisions**. Elle semble en effet **appliquer des recommandations formulées** dans le Guide des

procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés produit par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) : « les déclarations du demandeur ne peuvent pas être prises dans l'abstrait et elles doivent être considérées dans le contexte général d'une situation concrète. Si la connaissance des conditions existant dans le pays d'origine du demandeur n'est pas un but en soi, elle est importante parce qu'elle permet d'apprécier la crédibilité des déclarations de l'intéressé. » **L'appréciation de la situation sécuritaire en Somalie s'avère donc un critère déterminant dans la prise des décisions tant de l'OFPRA que de la CNDA.**

A. Les éléments permettant d'apprécier le risque de persécution en Somalie

Afin d'apprécier l'éligibilité du requérant à l'asile, la CNDA prend d'abord en compte les **pièces du dossier et les déclarations précises et renseignées** faites en particulier lors de l'audience publique. Celles-ci permettent de vérifier, outre **l'identité du demandeur**, sa **connaissance des caractéristiques ethniques et linguistiques du groupe** auquel il prétend appartenir, ainsi que de la **géographie** et des modes de vie de son lieu d'origine. Tel est le cas des arrêts n°15036507 (du 28 février 2017) et n° 16039973 (du 16 janvier 2018), dans lesquels les deux requérants ont su nommer leur clan, indiquer les langues parlées par le clan en question et décrire en des termes concrets les villes et quartiers dans lesquels ils avaient effectué des déplacements. De plus, l'arrêt n° 17044999 (du 24 janvier 2019) évoque les explications détaillées du requérant sur ses conditions de vie à Mogadiscio dans le contexte de divers épisodes de violence entre 2006 et 2011. **Le récit d'événements politiques ou historiques est donc un élément positif majeur relevé par le juge pour établir l'origine du demandeur.** La **description du voyage d'exil** et des conditions dans lesquelles il a été effectué à toutes les étapes **ajoutent à la crédibilité du narratif.**

Ensuite, pour apprécier le risque qu'encourt le requérant dans son pays et qui le conduit à déposer sa demande d'asile, la Cour retient particulièrement le **récit circonstancié des menaces** qu'il a reçues. En Somalie, les exactions d'Al Shabaab à l'encontre de la population civile sont fréquentes. **La crainte de la persécution s'appuie souvent sur des violences déjà subies** - ayant parfois laissé des séquelles et cicatrices. A ce sujet, la Cour **confronte systématiquement les déclarations des demandeurs aux informations fournies dans divers rapports officiels.** Concernant les violences perpétrées par Al Shabaab, les motifs de telles persécutions peuvent concerner les **opinions politiques réelles du demandeur ou celles qui lui sont imputées**, par exemple. D'autres sources de persécutions peuvent être particulièrement observées en Somalie, où **les relations intercommunautaires et individuelles doivent être lues à la lumière de la structure clanique** de la société. Tel est le cas dans l'arrêt n° 17044999 (du 24 janvier 2019), où le requérant a fait valoir ses craintes d'être persécuté en raison de son statut d'orphelin. En effet, sa situation étant connue du voisinage et alors qu'il avait rompu ses liens avec sa famille adoptive, il s'était de fait trouvé privé de toute appartenance clanique. Les explications précises qu'il a fournies ont permis d'éclairer la Cour sur « les conséquences néfastes pour un enfant abandonné à la naissance d'une socialisation hors de tout clan, en raison de l'importance centrale que revêtent les structures claniques au sein de la société somalienne ». Dans ce cas, **la démonstration de sa vulnérabilité sociale a été l'un des critères déterminants pour l'obtention du statut de réfugié.**

Par ailleurs, les menaces peuvent être collectives et dépendre de la **situation sécuritaire globale du lieu d'origine**. Dans ce dernier cas, le requérant n'a donc pas à prouver le caractère personnel de la menace. Ainsi, dans l'arrêt n° 16039973 (du 16 janvier 2018), le juge a estimé que la situation personnelle du demandeur n'était pas nécessaire pour prouver l'existence d'un danger auquel il serait exposé.

Enfin, **l'impossibilité pour le requérant de pouvoir se prévaloir de la protection effective des autorités de son pays d'origine**, en raison de son appartenance à un clan minoritaire ou de la situation sécuritaire globale permet d'établir le bien-fondé de ses prétentions. Ainsi, dans l'arrêt n° 16039973 (du 16 janvier 2018), la Cour a examiné la recevabilité d'un ressortissant somalien bénéficiant déjà du statut de réfugié au Yémen, Etat partie à la Convention de Genève. Selon elle, « il résulte de ces dispositions que lorsqu'une personne s'est vu reconnaître le statut de réfugié dans un autre Etat partie à la convention de Genève, sur le fondement de persécutions subies dans son pays d'origine, la demande d'asile qu'elle a formée auprès des autorités françaises doit être regardée comme irrecevable. [...] Toutefois, **s'il est établi d'une part que la protection à laquelle cette personne a droit sur le territoire de l'Etat qui lui a reconnu le statut de réfugié n'y est plus effectivement assurée et, d'autre part, qu'elle ne peut y être réadmise**, elle doit être regardée comme sollicitant pour la première fois la reconnaissance du statut de réfugié ». La protection découlant d'un statut de réfugié préexistant à la demande à l'OFPRA doit donc être effective pour être un motif d'irrecevabilité.

B. La caractérisation du groupe social persécuté

La CNDA, dans son arrêt n° 18053674 du 21 juillet 2020, a estimé que, « dans une population dans laquelle les mutilations génitales féminines sont couramment pratiquées au point de constituer une norme sociale, les enfants et les adolescentes non mutilées constituent de ce fait un groupe social ». Dans ce contexte, une requérante qui voudrait démontrer le risque qu'elle encourt de subir une forme de mutilation génitale à l'appui de sa demande doit fournir de manière circonstanciée des éléments familiaux, géographiques, ou encore sociologiques pertinents. **La encore, la crédibilité des propos concernant ce risque, ainsi que l'explication détaillée des relations de dépendance affectives, sociales et économiques à l'égard du milieu familial permettent de fonder la demande d'asile.**

La définition du réfugié au sens de l'article 1er, A, 2 de la Convention de Genève est donc interprétée de manière large, au vu des éléments de contextes du pays d'origine. **Des pratiques sociales telles que les mutilations génitales féminines, eu égard à leur prévalence en Somalie, peuvent permettre de définir un groupe social - par exclusion - au même titre que l'appartenance à un clan.**

Sources : Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), *Contentieux du droit d'asile, Jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile*, recueils de 2017, 2018, 2019 et 2020.

A l'inverse de tout ce qui précède, les seules déclarations évasives, faites-en des termes succincts avec peu d'éléments de contexte qui permettraient d'expliquer l'existence d'une menace réelle suffisent à rejeter la demande d'asile.

C. La protection subsidiaire

Le **bénéfice de la protection subsidiaire** est accordé à **défaut du refus de reconnaissance de la qualité de réfugié**, puisque les conditions d'octroi du statut de réfugié ne sont pas toujours remplies. L'article **L. 712-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** est le fondement juridique sur lequel se base la CNDA dans de nombreux arrêts depuis 2014. Dans l'arrêt n°17037345 de 2018, la Cour a considéré le récit crédible sur la base de **déclarations précises, personnalisées et constantes** tout au long de la procédure, ainsi que **cohérentes avec les informations géopolitiques** disponibles. D'après l'arrêt n° 16039973 de 2018, pour apprécier la crédibilité d'un récit de vie, **l'imprécision de certaines déclarations peut être compensée par les données géopolitiques**, en l'occurrence, sur l'insécurité et l'ineffectivité de la protection accordée par l'Etat. Dans l'arrêt n°17037345, la requérante se voit refuser le statut de réfugiée par absence de preuve d'appartenance au groupe social des femmes s'étant soustraites à un mariage forcé. Néanmoins, sous le fondement du **a) de l'article L12.1**, la requérante se voit accorder le bénéfice de la protection subsidiaire car il est avéré qu'elle **risque la peine de mort** « en cas de retour dans son pays en raison de sa condamnation pour adultère par un tribunal islamique ».

Ensuite, il appartient au requérant de prouver qu'une **menace grave et individuelle** pèse sur sa vie ou sa personne en raison de la violence qui prévaut dans son pays d'origine et d'éléments qui lui sont propres. Ce qui ressort de l'arrêt n°13018009 de 2014 est que **le niveau de violence et d'insécurité dans un pays peut être le fondement juridique pour concéder le bénéfice de la protection subsidiaire** malgré l'absence de preuve d'une menace spécifique et individuelle pesant sur lui. À de nombreuses reprises, le contexte géopolitique prouve **l'ineffectivité de la protection que l'Etat d'origine** est censé fournir : « Les affrontements engendrent un climat de « violences généralisée » y compris envers les populations civiles et constituent une « menace pour la paix et la sécurité internationale dans la région ». Même si les insurgés ne sont plus dans la ville, les violences perdurent toujours à proximité de la ville et rendent l'issue du conflit incertaine. De plus, l'infiltration des miliciens d'Al-Shabaab dans la ville de Mogadiscio est prouvée par la multitude d'attaques qu'ils commettent. Les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des NU montrent l'incertitude existante au regard de la situation dans le pays. Enfin, le degré de violence « indiscriminée » ne permet pas « aux autorités défaillantes d'offrir une protection à un civil à Mogadiscio ». **La simple présence du requérant dans son pays** peut constituer un **risque réel de subir une menace grave** tenant compte du terrible contexte sécuritaire lors d'un conflit armé. Ainsi « lorsque le degré de violence aveugle caractérisant un conflit armé atteint un niveau si élevé qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil renvoyé dans le pays ou la région concernés courrait, du seul fait de sa présence sur le territoire, un risque réel de subir une menace grave, l'existence d'une menace directe et individuelle contre la vie ou la personne du demandeur n'est pas subordonnée à la condition qu'il rapporte la preuve qu'il est visé spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle ». Cette dernière solution de 2014 est reprise postérieurement dans les arrêts n°13018009 de 2015 et n° 19047533 de 2020.

Source : Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), Arrêt n°13018009 20 mars 2014

D. Les cas de refus de la demande d'asile

Il s'agit des affaires qui donnent lieu à l'impossibilité pour le requérant d'obtenir le **statut de réfugié comme le bénéficiaire** de la **protection subsidiaire**.

Dans l'arrêt n° 15014384 de 2016, le requérant demande à la Cour d'annuler la décision de l'OFPRA de rejet de demande d'asile. La Cour rejette ce recours pour deux raisons : d'un côté **les propos « imprécis et hésitants »** du requérant quant **aux craintes d'une nouvelle détention dans son pays** et de l'autre, **l'absence de données** permettant de valider **la crainte du requérant sur les conditions de détention inhumaines**.

En 2020, dans l'arrêt n°18053674, la requérante a demandé à la Cour l'annulation de la décision d'irrecevabilité de sa demande de réexamen prise par l'OFPRA et la reconnaissance de la qualité de réfugiée ou, à défaut, du bénéfice de la protection subsidiaire. Or, cela s'est avéré impossible puisque, pour que l'OFPRA procède à un réexamen de la demande d'asile, l'article **L. 723-16** du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile énonce : « à l'appui de sa demande de réexamen, le demandeur indique par écrit les faits et produit tout élément susceptible de justifier un nouvel examen de sa demande d'asile. L'Office procède à un examen préliminaire des faits ou des éléments nouveaux présentés par le demandeur intervenus après la décision définitive prise sur une demande antérieure ou dont il est avéré qu'il n'a pu en avoir connaissance qu'après cette décision. [...] Lorsque, à la suite de cet examen préliminaire, l'Office conclut que ces faits ou éléments nouveaux n'augmentent pas de manière significative la probabilité que le demandeur justifie des conditions requises pour prétendre à une protection, il peut prendre une décision d'irrecevabilité ». Dans cette affaire, la deuxième condition repose sur les **nouveaux faits** ; ils doivent revêtir un **caractère authentique** et leur **valeur probante** doit être de nature à modifier **l'appréciation du bien-fondé de la demande de protection**. Pour cette raison, le réexamen de la demande pouvant aboutir à l'obtention de la qualité de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, est irrecevable. Le recours de Mme A. est donc rejeté et elle ne peut donc pas prétendre au statut de réfugié ni à la protection subsidiaire.

Source : Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), *Contentieux du droit d'asile, Jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile*, recueils de 2014, 2015, 2018 et 2020.

Sources consultées

1. Organisations gouvernementales internationales

- European Asylum Support Office, *EASO Rapport d'information sur les pays d'origine, Somalie centrale et méridionale, Aperçu du pays*, 2014
https://www.ecoi.net/en/file/local/1140640/4543_1435819171_coi-somalia-fr.pdf
- European Asylum Support Office, *EASO Country of Origin Information Report: Somalia - Security Information*, 2016
<https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=43256>
- European Asylum Support Office, *COI Query*, octobre 2019
<https://www.justice.gov/eoir/page/file/1217156/download>
- UNHCR Malta, *The cost of a cigarette in Somalia*, 2015
<https://www.unhcr.org/mt/3448-cost-cigarette-somalia.html>
- UNHRC, *Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Somalia* (A/HRC/24/40), 2013
<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G13/163/94/PDF/G1316394.pdf?OpenElement>
- OCHA, *Inter-cluster mission report*, 2014
https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Final%20Bulo%20Burto%20Inter-agency%20mission%20report%202013%20May_0.pdf
- UN High Commissioner for Refugees, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, 1992
[Refworld | Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés](https://www.refworld.org/docid/3a686d9d.html)
- Central Intelligence Agency, *The World Factbook, Somalia*, novembre 2020
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>
- United Nations Development Programme, *Independent country programme evaluation, SOMALIA*, mars 2020
<http://web.undp.org/evaluation/evaluations/adr/somalia.shtml>
- UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2014/699, 2014
https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/699
- UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2015/51, 2015

https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/51

- UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2016/27, 2016
https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/27
- UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia*, S/2016/763, 2016
<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/276/03/pdf/N1627603.pdf?OpenElement=>
- African Union Mission in Somalia (AMISOM), *Une cérémonie pour les troupes éthiopiennes qui ont rejoint l'AMISOM à Belet Weyne*, Communiqué de Presse, 2014
<https://amisom-au.org/fr/2014/02/ceremony-held-for-ethiopian-troops-joining-amisom-in-belet-weyne/>
- AMISOM, *Le Représentant Spécial de l'UA se félicite du déploiement des administratifs dans des zones nouvellement récupérées*, Communiqué de Presse, 2014
<https://amisom-au.org/fr/2014/06/au-special-representative-welcomes-the-deployment-of-caretaker-administrators-in-newly-recovered-areas/>
- AMISOM, *Mission d'évaluation humanitaire de l'AMISOM à Garbaharrey et à Bulo Burte*, 2014
<https://amisom-au.org/fr/2014/08/amisom-humanitarian-assessment-mission-in-garbaharrey-bulo-burte/>

2. ONG, Think Tanks

- Danish Refugee Council, *Security Situation: South & Central Somalia*, 2017
<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5bab54874&skip=0&query=cigarettes&coi=SO>
- Center for Strategic & International Studies, *Al Shabaab*, 2011
https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/110715_Wise_AlShabaab_AQAM%20Futures%20Case%20Study_WEB.pdf
- Council of foreign relations, *Al-Shabab*, janvier 2020
<https://www.cfr.org/backgrounder/al-shabab>
- Human Rights Watch, *No place for children*, February 2012
<https://www.hrw.org/report/2012/02/20/no-place-children/child-recruitment-forced-marriage-and-attacks-schools-somalia>

- Human Rights Watch, *Somalia: Al-Shabab Demanding Children*, janvier 2018
<https://www.hrw.org/news/2018/01/15/somalia-al-shabab-demanding-children>
- Human Rights Watch, *World Report 2015, Events of 2014*, 2015
https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/wr2015_web.pdf
- Human Rights Watch, *World Report 2016, Events of 2015*, 2016
https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/wr2016_web.pdf
- Human Rights Watch, *World Report 2018, Events of 2017*, 2018
https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/201801world_report_web.pdf
- Human Rights Watch, *World Report 2019, Events of 2018*, 2019
https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/hrw_world_report_2019.pdf
- Amnesty International, *Dans la zone de feu, les enfants victimes du conflit en Somalie*, juillet 2011
<https://www.amnesty.org/download/Documents/28000/afr520012011fr.pdf>
- Amnesty International, *Amnesty International Annual Report 2013*, 2013
<https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/001/2013/en/>
- REFWORLD, *Somalie : information sur al-Shabaab, y compris les zones qu'il contrôle, le recrutement et les groupes affiliés (2012-novembre 2013)*, 2013
<https://www.refworld.org/docid/52cea4814.html>
- Freedom House, *Freedom in the world 2020, Somalia*, 2020
<https://freedomhouse.org/country/somalia/freedom-world/2020>
- World Bank, *Somalia Security and Justice Sector PER*, 2017
<http://documents1.worldbank.org/curated/en/644671486531571103/pdf/Somalia-Security-and-justice-sector-public-expenditure-review.pdf>
- Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Security and protection in Mogadishu and S/C Somalia*, 2013
https://landinfo.no/asset/2377/1/2377_1.pdf
- Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, 2014
<https://landinfo.no/wp-content/uploads/2018/03/MogadishuandSouthCentralSomalia2014FINAL.pdf>

- Anneli Botha and Mahdi Abdile, *Radicalisation and al-Shabaab recruitment in Somalia*, 2016
http://frantic.s3.amazonaws.com/kua-peacemakers/2014/12/Radicalisation-and-al-Shabaab-recruitment-in-Somalia_1.pdf
- Danish Refugee Council, *South and Central Somalia. Security Situation, al-Shabaab Presence, and Target Groups*, 2017
<https://www.refworld.org/docid/58cbf55d4.html>
- Norwegian Refugee Council/Internal Displacement Monitoring Centre, *Somalia: Over a million IDPs need support for local solutions*, 2015
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/201503-af-somalia-overview-en.pdf>
- International Crisis Group, *Somalia: Al-Shabaab - It Will Be a Long War*, 2014
<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/somalia-al-shabaab-it-will-be-a-long-war.pdf>
- International Crisis Group, *Watch List 2017*, 2017
[https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/003-special-report-watch-list-2017%20\(1\).pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/003-special-report-watch-list-2017%20(1).pdf)

3. Médias

- Bloomberg, *Somalia's Al-Shabaab Bans Smoking Cigarettes, Chewing Khat*, 2011
<https://www.bloomberg.com/news/articles/2011-05-09/somalia-s-al-shabaab-bans-smoking-cigarettes-chewing-khat>
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Life under Somalia's Al-Shabab militants*, 2012
<https://www.bbc.com/news/world-africa-17127351>
- BBC, *Somalia's al-Shabab attacks army hotel in Bulo-burde*, 2014
<https://www.bbc.com/news/world-africa-26626335>
- Nation, *Somali Islamists ban khat and cigarettes*, 2009 mis à jour le 3 juillet 2020
<https://nation.africa/kenya/news/africa/somali-islamists-ban-khat-and-cigarettes-586632>
- The Guardian, *Revealed: how British American Tobacco exploited war zones to sell cigarettes*, 2017
<https://www.theguardian.com/world/2017/aug/18/british-american-tobacco-cigarettes-africa-middle-east>
- RBC Radio, *SOMALIA: Al-shabab loses their strongest military base in the central of Somalia to SNA and AU troops*, 2014
<https://web.archive.org/web/20140314193507/http://www.raxanreeb.com/2014/03/somalia-a-al-shabab-loses-their-strongest-military-base-in-the-central-of-somalia-to-sna-and-au-troops/>

- Africahotnews, *Somalie, Les soldats djiboutiens repoussent une attaque d'Al-Shebaab*, 2014
<https://news.africahotnews.com/?idnews=789526&t=Les-soldats-djiboutiens-repoussent-une-attaque-d-Al-Shebaab>
- GardaWorld, *Somalia: Soliders kill Al-Shabaab militants in Hiran region*, mai 2020
<https://www.garda.com/fr/crisis24/alertes-de-securite/345621/somalia-soldiers-kill-al-shabaab-militants-in-hiran-region-may-26>
- Anadolu Agency, *Somalie : libération de 5 enfants enrôlés par le Mouvement Al-Shebab*, 2018
<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/somalie-lib%C3%A9ration-de-5-enfants-enr%C3%B4lés-par-le-mouvement-al-shebab/1075386>
- Somalia Report, *Al Shabaab's Child Soldiers*, 2012
https://www.somaliareport.com/index.php/post/3324/Al-Shabaabs_Child_Soldiers
- Roland Marchal, *Une lecture de la radicalisation djihadiste en Somalie*, 2018
cairn.info/revue-politique-africaine-2018-1-page-89.htm
- Roland Marchal, Zakaria M. Sheikk, *Salafism in Somalia : Coping with Coercion, Civil War and its Own Contradictions*, 2015
https://www-jstor-org.lama.univ-amu.fr/stable/pdf/90017380.pdf?ab_segments=0%2Fbasic_SYC-5187_SYC-5188%2F5188&refreqid=fastly-default%3A1c90eb84db74cf983b2049cfba363276
- Maxime ARQUILLIERE, Daniel RICHARD, Capucine PEIGNIER, *Le pouvoir de nuisance de Al Shabaab en Somalie*, 2015
http://www.irenees.net/bdf_fiche-defis-277_fr.html
- Michael Keating and Matt Waldman, *War and peace in Somalia: national grievances, local conflict and Al-Shabaab*, juin 2019
https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780190947910.001.0001/oso-9780190947910-chapter-027?fbclid=IwAR35SwxmDbDIP2aGy9vDjqN3Xui_gj3cbVdCq-7HOWxztCNi4DYurT11FIQ

4. Sites institutionnels

- Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
[Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](http://legifrance.gouv.fr)
- Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), *Contentieux du droit d'asile, Jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile*, recueils de 2014 à 2020

CNDA : Recueils de jurisprudence

- Rapport d'information du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, du 10 avril 2014, p 26
[RAPPORT \(assemblee-nationale.fr\)](http://assemblee-nationale.fr)
- The Danish immigration Service, *South and Central Somalia, Security situation, forced recruitment, and conditions for returnees*, juillet 2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2035712.html>
- Hiraal Institute, *Semi-annual Somalia Security Report*, juillet 2020
<https://hiraalinstitute.org/semi-annual-somalia-security-report/>
- Ecolnet, *Security Situation in Somalia*, juillet 2019
<https://www.ecoi.net/en/countries/somalia/featured-topics/security-situation/>
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, refworld, *Somalie : information indiquant si la police fait enquête sur les meurtres commis par Al-Shabaab [Al-Shabab] à Mogadiscio, y compris si la police rédige des rapports; la marche à suivre pour obtenir une copie d'un rapport de police (2014-juin 2016)*, 2016
<https://www.refworld.org/docid/592d785c4.html>
- Institute for Integrated Transitions, *The Limits of Punishment – Transitional Justice and Violent Extremism: Somalia Case Study*, 2018
<https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/attachment/3129/4-LoP-Somalia-final.pdf>

5. Conventions

- Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés
[Convention de Genève \(ofii.fr\)](http://ofii.fr)

6. Gouvernements

- Norwegian Organisation for Asylum Seekers, *Fact-finding report, Persecution and Protection in Somalia*, 2014
<https://www.noas.no/wp-content/uploads/2017/07/Persecution-and-Protection-in-Somalia-A-Fact-Finding-Report-2014.pdf>
- UK Home Office, *Country Policy and Information Note on Somalia: Al Shabaab*, novembre 2020
https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/933800/Somalia- Al Shabaab - CPIN - V3.0e.pdf
- United States Department of State Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices*, 2018

<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/Somalia-2018.pdf>

- Comité belge d'aide aux réfugiés, *La crainte est-elle fondée ? Utilisation et application de l'information sur les pays dans la procédure d'asile - Analyse de l'application en Belgique des principes et règles européennes par rapport aux Informations sur les pays d'origine*, chapitre I « Base légale »
[Microsoft Word - COI-analyse FR DEF \(refworld.org\)](#)
- Rapport d'information du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, du 10 avril 2014
[RAPPORT \(assemblee-nationale.fr\)](#)
- United State Department of State, *Country Reports on Terrorism 2019: Somalia*
<https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2019/>